

## **Pour une enquête de l'ONU sur l'apartheid israélien**

Dans une lettre du 22 septembre 2020, 452 organisations de la société civile – syndicats, mouvements, partis politiques et organisations – de dizaines de pays à travers le monde ont appelé l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU) et ses Etats Membres, actuellement réunis à New York, à mener une enquête sur l'apartheid israélien et à imposer des sanctions ciblées pour mettre fin à l'apartheid israélien et à l'annexion illégale de la terre palestinienne.

La lettre est le signal du lancement d'une campagne publique mondiale appelant l'ONU à assumer ses responsabilités et enquêter sur le régime d'apartheid israélien et l'éradiquer, en reprenant le rôle qu'elle avait joué en mettant fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

La lettre mondiale invoque « la reconnaissance croissante du maintien par Israël d'un régime d'apartheid sur le peuple palestinien ». Elle fait remarquer que 47 experts indépendants des droits de l'homme aux Nations Unies ont déclaré que les projets du gouvernement israélien d'annexer illégalement de larges pans de la Cisjordanie occupée constitueraient « une vision d'un apartheid du 21ème siècle ».

Emise par le Conseil Palestinien des Organisations des Droits de l'Homme, la lettre soutient l'appel du mois de mai de la société civile palestinienne à des sanctions contre Israël pour mettre fin à son annexion et son apartheid incessants.

Parmi les nombreux éminents signataires de la lettre, il y a : le Réseau Palestinien des ONG (PNGO) avec ses 142 organisations membres, la Ligue Argentine pour les Droits de l'Homme, La Via Campesina (Asie du Sud-Est), l'Alliance Nationale des Mouvements du Peuple (Inde), Voix Juives pour la Paix (USA), La Cimade (France), le Parti Communiste Français, Trocaire (Irlande), Sinn Fein (Irlande), Confederacion General del Trabajo (CGT) (Espagne), et Mwatana pour les Droits de l'Homme (Yemen).

La lettre mondiale conclut en appelant l'ONU et tous ses Etats Membres à :

- Lancer des enquêtes internationales sur le régime israélien d'apartheid contre le peuple palestinien dans son ensemble, ainsi que sur la responsabilité pénale individuelle et étatique associées, y compris en reconstituant le Comité Spécial de l'ONU contre l'Apartheid et le Centre de l'ONU Contre l'Apartheid pour mettre fin à l'apartheid au 21ème siècle.

- Interdire le commerce des armes et la coopération de sécurité militaire avec Israël.
- Prohiber tout commerce avec les colonies israéliennes illégales et s'assurer que les sociétés s'interdisent de et mettent fin à leurs activités commerciales avec l'entreprise coloniale illégale d'Israël.

L'ONU a créé le Comité Spécial contre l'Apartheid en 1962 pour enquêter sur l'apartheid en Afrique du Sud et a finalement imposé des sanctions qui ont contribué à y mettre fin.

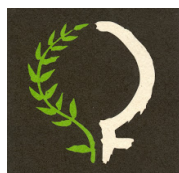
En plus des associations de la société civile, ces derniers mois, d'éminents individus du monde entier ont souscrit à l'appel des Palestiniens. Neuf anciens présidents de l'Amérique Latine à l'Afrique du Sud, aux côtés de centaines de personnages publics du Sud Mondial, ont également appelé à des actions ciblées pour mettre fin à l'annexion et à l'apartheid israéliens. Des dizaines de dirigeants arabes, dont d'anciens Premiers ministres, des diplomates et des personnalités culturelles, ont appuyé une initiative démarrée par l'ancien diplomate de l'ONU Lakhdar Brahimi appelant à des sanctions contre Israël pour répondre à l'apartheid et à l'annexion continue.

*D'après BDS France*

<https://www.bdsfrance.org/lancement-dune-mobilisation-mondiale-pour-une-enquete-de-lonu-sur-lapartheid-israelien/>

## **Les Femmes en Noir de Lyon soutiennent cet appel**

**Femmes en Noir de Lyon**



**novembre 2020**